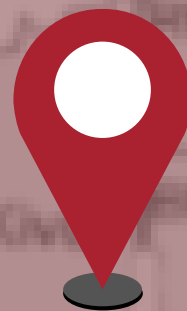


EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

RÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LES DETENTEURS DU POUVOIR



SUD-KIVU
Uvira

Les équipes d'action civique (CivActs) sont une plateforme pionnière de feed-back, de dialogue et de voix communautaire pour assurer la redevabilité dans le processus de développement.

EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

INTRODUCTION



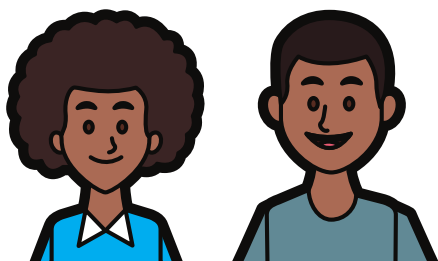
Rétablir la confiance entre les administrés et les détenteurs de pouvoir est le point d'ancrage pour la réussite de la transparence dans la gestion de la chose publique. C'est dans ce cadre que le CEDEJ-GL, avec l'appui technique et financier de son partenaire Accountability Lab, met en œuvre le Programme CivActs à Uvira ville, Kiliba, Kigongo et Makobola. Ce programme permet aux citoyens de donner leurs avis en rapport avec la participation citoyenne au regard de la gestion de la chose publique pour exiger la redevabilité sociale et la transparence fiscale.

Au mois de février 2021, les opinions de la communauté ont été recueillies et ont permis d'identifier les problèmes vécus au sein des communautés où est implémenté le projet : le faible niveau de communication, la non participation citoyenne, la non compréhension du budget participatif, l'absence de redevabilité, la non participation à la gestion de l'entité. Tenant compte de ces problèmes, les autorités et les membres de la communauté ont été sensibilisés aux comportements positifs à adopter gage de changement et de développement.

Au mois de juin, une deuxième collecte des opinions a été faite dans le but d'évaluer le changement opéré au sein de ces communautés, après le feedback reçu à la suite des sensibilisation sur les résultats de la première collecte des données. Ainsi, les communautés ont donné leurs avis sur les mêmes thématiques permettant de faire une étude comparative entre les résultats de février et ceux de juin 2021. Cependant, suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans ces milieux, il était nécessaire de revenir sur les aspects sécuritaires afin que la communauté donne aussi son avis sur les raisons de sa dégradation.

EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

ASPECTS GENERAUX

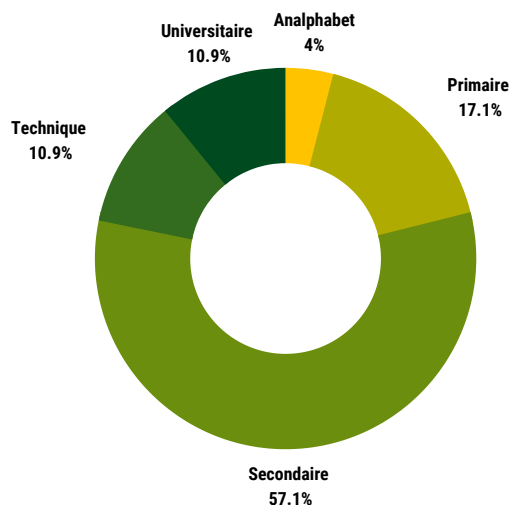


Femme Homme

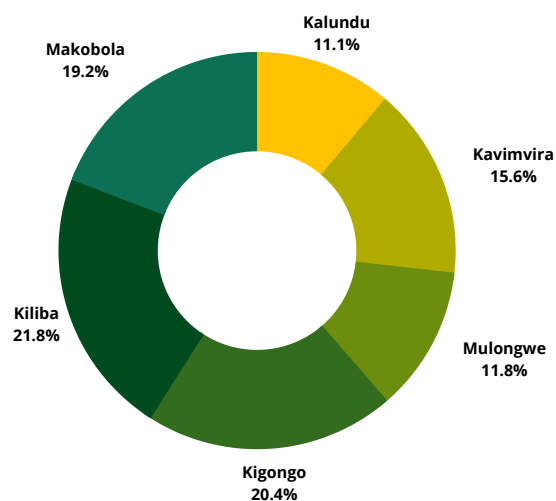
122 300
28,9% 71,1%

Age moyen
35 à 49 ans

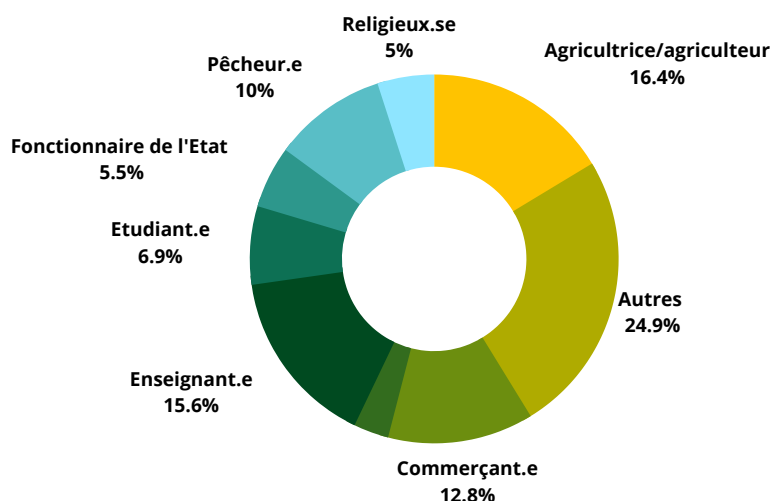
ETUDES FAITES



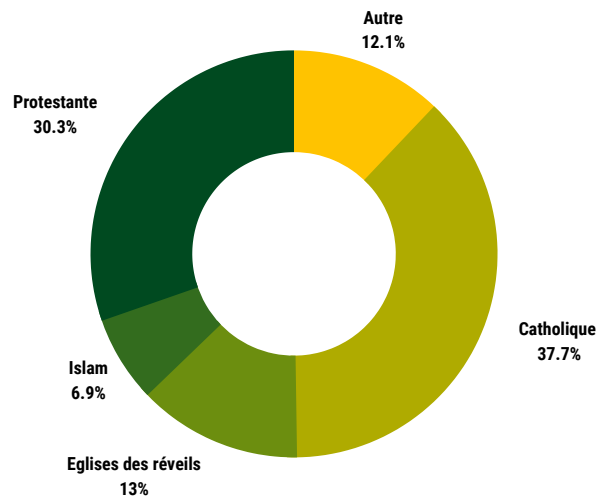
LIEU D'HABITATION



OCCUPATION PROFESSIONNELLE



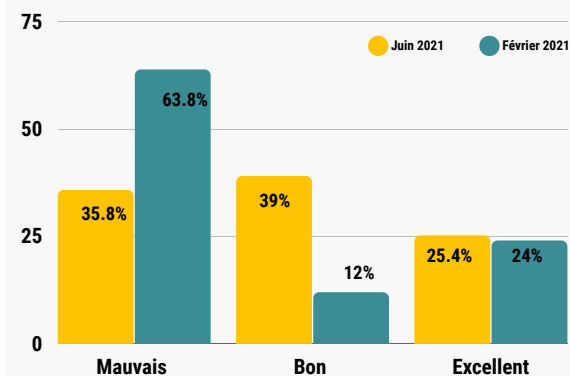
RELIGION



EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

LA PARTICIPATION CITOYENNE

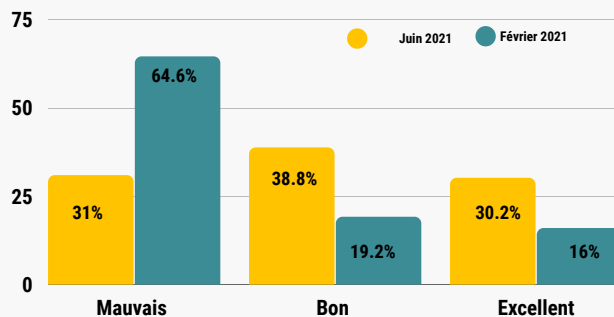
Compréhension de la gouvernance locale par la communauté



35,8% des interviewées n'a pas de connaissance sur cette notion contre 25,4% qui comprend et 38,8% qui a une compréhension moyenne de la gouvernance locale. Comparativement à la première collecte où 63,8% d'interviewés ne comprenaient pas la gouvernance locale, 12% comprenait et 24% avaient une compréhension moyenne. Il ressort de ces résultats une certaine évolution de la compréhension de la gouvernance locale dans le chef de membres de la communauté.

Compréhension de la participation civique par la communauté

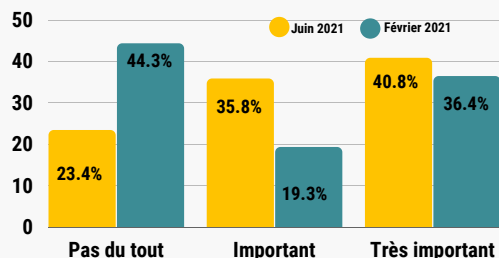
31% d'interviewés n'a aucune connaissance sur la participation citoyenne ; 38,8% a une connaissance moyenne et 30,2% comprend ce que signifie la participation citoyenne. De ces faits, on comprend qu'il y a une amélioration de la connaissance de cette notion vu qu'en février, 64,6% ne savait rien de celle-ci ; 19,2% avait une idée vague de ce qu'est la participation citoyenne et seulement 16% qui le savait



EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

LA PARTICIPATION CITOYENNE

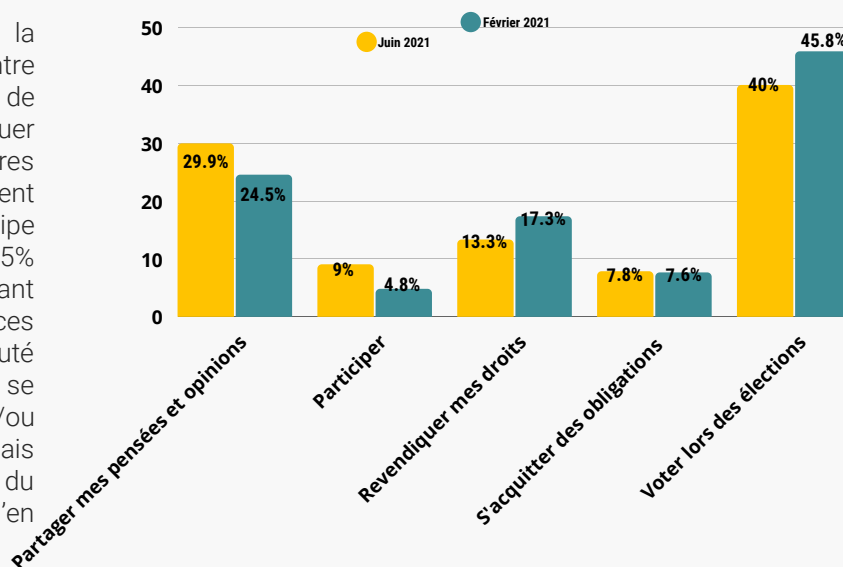
De l'importance de la participation citoyenne



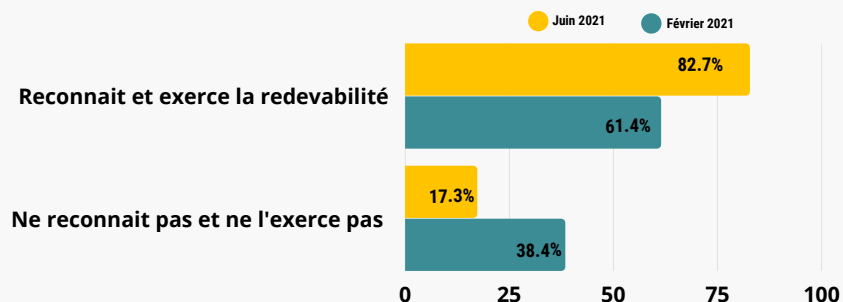
Pour 23,4% d'interviewés la participation citoyenne ne présente aucune importance ; 35,8% y accorde une certaine importance et pour 40,8% elle a une très grande importance. Par contre, à la première collecte pour 44,3% des personnes entendues, la participation citoyenne n'a aucune importance ; pour 19,3% elle a une importance relative et pour 36,4% elle a une grande importance. Au regard de ces résultats, l'importance accordée à la participation citoyenne est augmentée par la communauté.

De la participation à la gouvernance locale

40% de la communauté participe à la gouvernance locale via des élections contre 29% qui y participe à travers l'expression de ses opinions. De ceci, il se fait remarquer un certain changement car aux premières enquêtes 45,8% des enquêtés avaient estimé qu'un citoyen responsable participe à la gouvernance par le vote et 24,5% affirme qu'un bon citoyen le fait en donnant ses avis pour la gestion de l'entité. Avec ces éléments, on peut noter que la communauté a compris que la gouvernance locale ne se fait uniquement pas par les élections et/ou à travers l'expression de son opinion mais aussi par la participation à l'élaboration du budget de l'entité de même qu'en s'acquittant de ses obligations.



De l'exigence de la redevabilité comme un droit

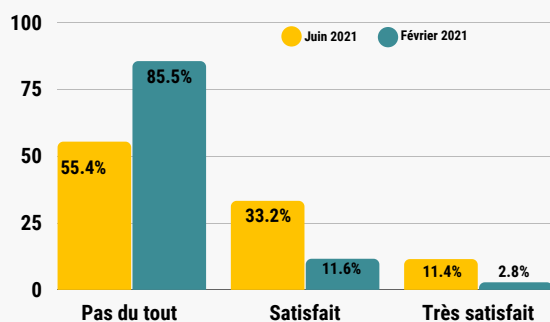
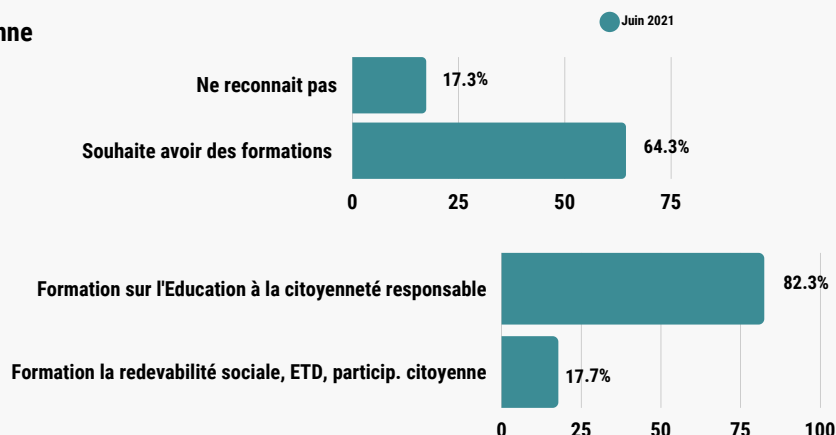


82,7% des enquêtés reconnaît qu'exiger la redevabilité est un droit pour tout citoyen et l'exerce. 17,3% ne le reconnaît et ne l'exerce pas. En rapport avec la première collecte, on note un changement progressif de 21,3%, soit, 82,7% des de la population de la seconde enquête contre 61,4% de la première enquête reconnaît qu'exiger et exercer la redevabilité est un droit et une obligation. Par conséquent, elle l'exige et l'exerce. Il s'observe aussi une réduction de 21,1% de la population qui ne connaît pas et n'exerce pas la redevabilité.

EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

Des moyens pour encourager la participation citoyenne

17,3% de la population ne reconnaît pas qu'exiger la redevabilité est un droit et ne l'exerce pas. 64,3% est convaincu que les formations civiques l'aideraient à participer à la gestion de la chose publique. Selon 82,3% d'interviewés ces formations porteraient sur l'éducation à la citoyenneté responsable, la bonne gouvernance et la loi sur l'organisation et le fonctionnement des ETD. 17,7% pense que la redevabilité sociale, le budget participatif, la décentralisation et la fiscalité seraient aussi bénéfique à cet effet.



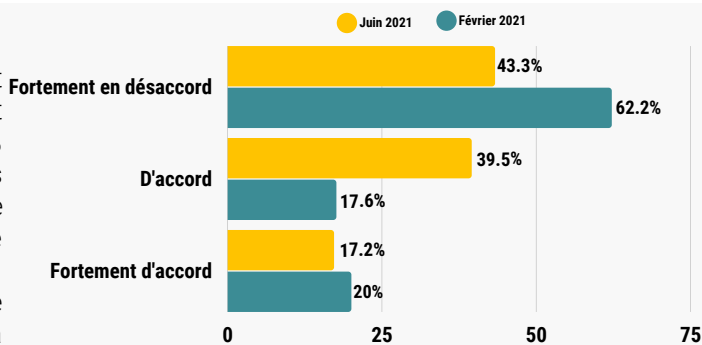
Niveau de satisfaction en rapport avec la gestion de l'entité

55,4% n'est pas satisfait de la gestion de leurs entités ; 33,2% se dit satisfait et 11,4% est très satisfait de cette gestion. Comparativement aux opinions de février, 85,5% n'était pas du tout satisfait, 11,6% était satisfait et 2,8% était très satisfait par la gestion de leur entité. Nous constatons qu'il y a des efforts d'amélioration de 30% dans la gestion de l'entité par les détenteurs des pouvoirs et qui rencontrent la satisfaction évolutive de 20,6% de la communauté par rapport à sa perception en janvier 2021.

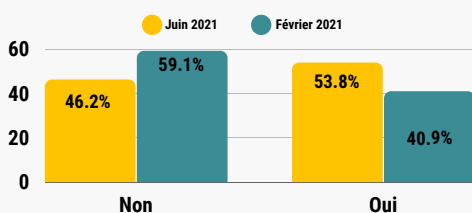
LA COMMUNICATION

Du niveau de communication

43,3% d'interviewés affirme que les autorités ne répondent pas aux questions des citoyens ; et 17,2% est fortement d'accord qu'elles y répondent ; pendant qu'en février 62,2% était en désaccord, et 20% fortement d'accord que les autorités répondent aux questions de citoyens. Ceci dénote le changement positif de la communication à l'échelle de 18,9% entre les autorités et les citoyens. Toutefois, il est important de noter qu'il y a encore beaucoup d'effort envisageable pour que la communication entre les gouvernants et les gouvernés soit effective.

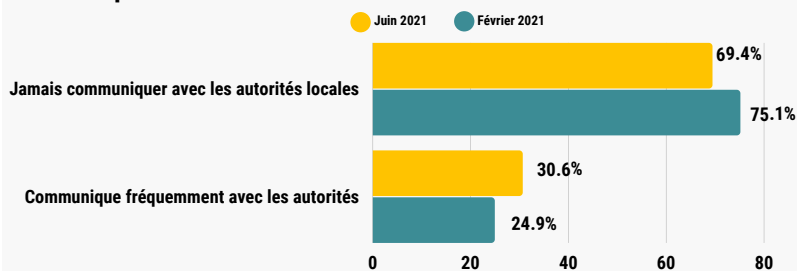


De la connaissance des services offerts par les entités locales



46,2% d'interviewés ignore les services offerts par leurs entités contre 53,8% qui sont informés. Par contre, à la première enquête, 59,1% ignorait les services offerts par leurs entités et 40,9% les connaissait. On comprend que le niveau de connaissance de la communauté s'est amélioré à l'échelle de 13,8% sur la gamme des services offerts par les entités locales.

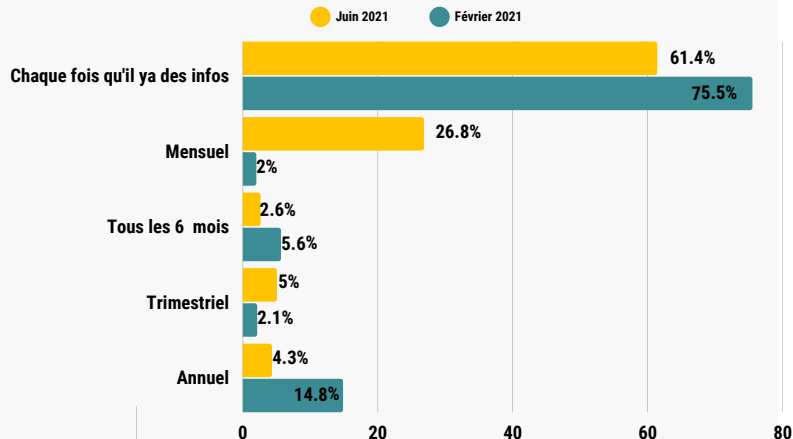
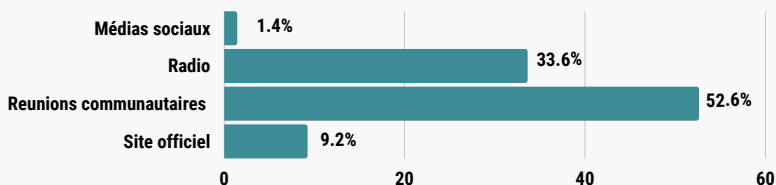
De la fréquence de communication avec les autorités



30,6% d'entretenus affirme qu'il n'a jamais communiqué avec les autorités locales et 69,4% le fait (annuellement, semestriellement, mensuellement et hebdomadairement). Par contre, en février 75,1% n'avait jamais communiqué avec les autorités locales et seulement 24,9% l'avait déjà fait. Ceci illustre l'augmentation de la fréquence de la communication entre les autorités et les citoyens.

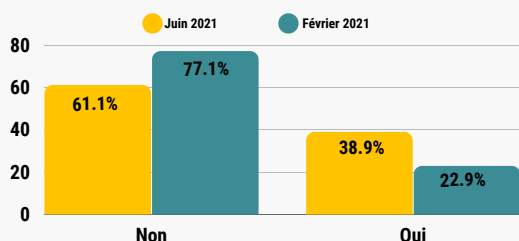
Fréquence souhaitée

61,4% d'entretenus souhaite que la communication se fasse chaque fois qu'il y a des informations à fournir et 26,8% qu'elle se fasse mensuellement. Pour la première collecte 75,5% d'entretenus suggérait que la communication se fasse chaque fois qu'il y a une information à partager et 14,8% la souhaitait mensuellement. On comprend que les citoyens aimeraient qu'il y ait une grande communication entre eux et les autorités à travers les réunions communautaires pour 52,2% des enquêtés et par la radio pour 33,6%.



LE BUDGET PARTICIPATIF

DE LA CONNAISSANCE DE L'EXISTENCE DU BUDGET

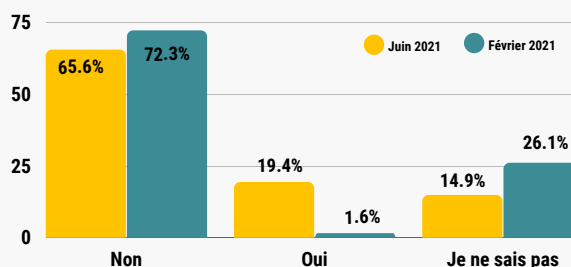


Savez-vous qu'il existe un budget pour la gestion de votre entité ?

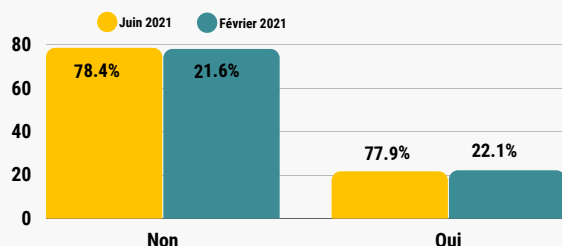
61,1% d'interviewés ignorent l'existence du budget dans leur entité contre seulement 38,9% qui le sait. Alors que lors de la première enquête, seuls 22,9% connaissait l'existence du budget contre 77,1% qui ne le connaissait pas. Ceci renvoi à dire qu'il y a une augmentation de 16% du niveau de connaissance de la population sur l'existence du budget dans leur entité.

Avez-vous déjà consulté le budget de votre entité ?

65,6% d'interviewés n'a jamais consulté le budget de l'entité ; 19,4% l'a déjà consulté et 14,9% n'en sait pas rien. Aux premières collectes 72,3% n'avait jamais consulté le budget de leur entité ; 26,1% affirmait ignorer le processus de consultation et seulement 1,6% affirmait l'avoir déjà fait. Il s'observe une baisse du taux de l'ignorance du budget par la population à l'échelle de 6,7% par rapport à la première enquête de février 2021.



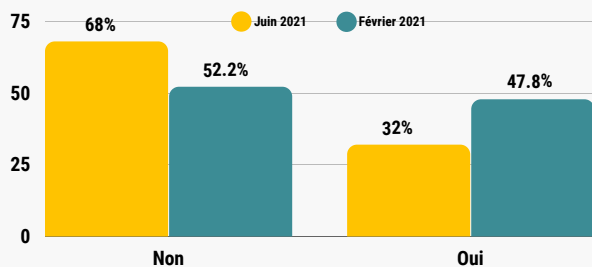
DE LA PARTICIPATION À LA CONCEPTION DU BUDGET PARTICIPATIF



Existe-t-il dans votre communauté des séances de consultation sur le budget ou de vote du budget?

78,4% d'entretenus ignorent l'existence des consultations budgétaires contre 21,6% qui les reconnaît. En février, 77,9% ignorait l'existence des consultations budgétaires ; seuls 22,1% le reconnaissait. Nous remarquons qu'une majorité de la communauté ne reconnaît pas encore l'existence de ces consultations.

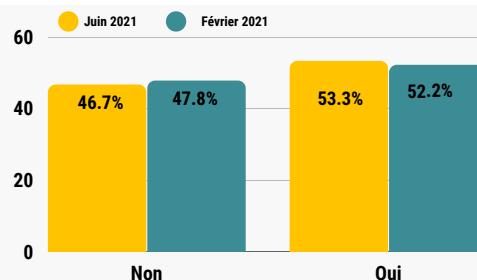
Information sur le processus budgétaire



Pour 68% des enquêtés, les informations liées au processus budgétaires ne sont pas faciles à accéder et pour 32% par contre, ces informations sont facilement accessibles. Pour les précédentes enquêtes 52,2% avait affirmé que ces informations ne sont pas faciles à accéder et pour 47,8% ces informations sont accessibles. On constate une amélioration de 15,8% en accès à l'information relative au budget participatif par les citoyens. Toutefois, il sied de noter que 68% de la population n'a pas accès à ces informations.

Savez-vous à quoi le budget est consacré ?

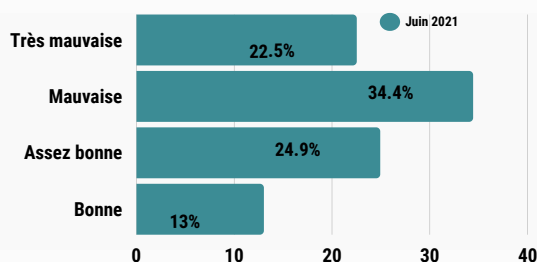
Pour 68% d'interviewés, les informations liées au processus budgétaires ne sont pas faciles d'accès et pour 32% elles le sont. En février par contre, 52,2% avait affirmé que ces informations ne sont pas faciles à accéder et pour 47,8% elles le sont.



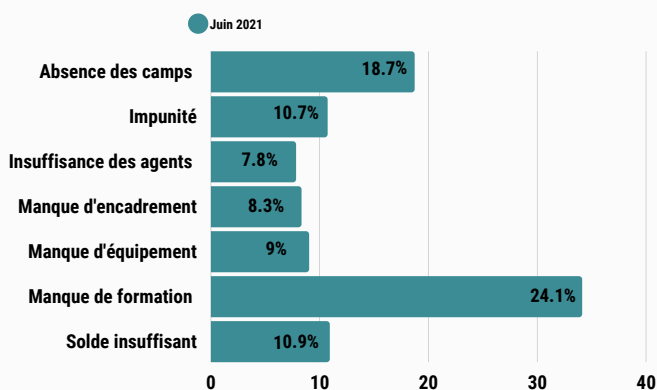
LA SECURITE

Comment se présente la situation sécuritaire dans votre entité?

22,5% d'interviewés renseigne que la situation sécuritaire est très mauvaise; 34,4% que la situation est mauvaise, 22,9% qu'elle est assez bonne, 12,1% qu'elle est bonne. Nous remarquons qu' une grande partie de la population trouve que la situation sécuritaire est mauvaise.



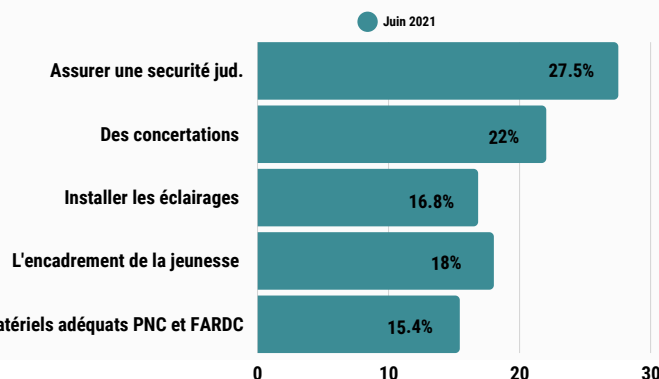
Les facteurs favorisant qui sont à la base de l'insécurité



Pour 34,1% d'enquêtés, le manque d'éthique et de déontologie des agents de l'ordre est à la base de l'insécurité ; pour 18,7% l'absence de camp pour les policiers et les FARDC, pour 10,7% l'impunité des auteurs de l'insécurité; pour 10,9% la solde insuffisante des militaires et policiers, pour 9% le manque d'équipement des agents de sécurité, 8,3% le manque d'encadrement des jeunes et 7,8% le sous effectif des agents commis à la sécurité à Kiliba, Kigongo, Uvira ville et Makobola. Ceci montre que les facteurs à la base de l'insécurité sont diversifiés mais le manque d'éthique et de déontologie et l'absence des camps sont les facteurs les plus cités comme étant à la base de l'insécurité.

Piste de solution pour mettre fin à l'insécurité

Pour mettre fin à cette insécurité, 27,5% d'interviewés estime qu'il faut mettre fin à l'impunité par une sécurité judiciaire, 22% pense qu'il faut de concertation entre la communauté et les autorités pour la co-création de solution, 18% propose qu'il y ait l'encadrement de la jeunesse à la conscience civique, 16,8% propose l'installation des éclairages publics dans les rues, avenues et quartiers et 15,4% propose la mise à la disposition des matériels adéquats aux agents de sécurité.



EQUIPE D'ACTION CITOYENNE

Au regard des résultats issus de la récolte des données du mois de février, nous constatons à travers les résultats des présentes enquêtes ; des attitudes, comportements et actions qui, bien que faibles, font ressortir un certain éveil de conscience et une aspiration au changement positif perceptible au sein de la communauté et qui en témoigne. Cependant, certains aspects demeurent dans le statu quo et nécessitent d'efforts supplémentaires afin d'aboutir au changement escompté.

Pour ce qui est de la participation citoyenne, la compréhension de la gouvernance locale et la participation civique, est en nette amélioration, et par conséquent, la communauté trouve son importance dans le développement de leur communauté. Une grande partie de la communauté développe des mécanismes pour participer à la gouvernance locale et d'autres demandent un renforcement des capacités sur certaines thématiques afin d'améliorer leur participation à la gestion de la chose publique. L'exigence de la redevabilité comme un droit commence à être exercé par la communauté et cela fait que certains membres de la communauté soient moyennement satisfait de la gestion de leurs entités.

En ce qui concerne la communication, la communauté fait observer des changements positifs qui font qu'elle améliore son niveau de connaissance de la gamme de services offerts par les entités locales. Néanmoins, la communauté fait remarquer également que la fréquence est encore très faible et souhaite une amélioration à travers les réunions communautaires, la radio, les médias sociaux et les sites officiels.



EQUIPE D'ACTION CITOYENNE



Au regard du budget participatif qui est une notion encore ignorée par la grande majorité de la communauté qui ne l'a jamais consulté, n'a jamais été associé à sa conception encore moins savoir s'il existe des consultations budgétaires ; elle ne connaît pas ce à quoi le budget est consacré.

Enfin, sur le plan sécuritaire, la communauté témoigne que la situation sécuritaire est critique à cause des facteurs comme le manque d'éthique et déontologie des militaires et policiers, l'absence des campements des policiers et militaires, l'impunité et l'absence de la sécurité judiciaire, le manque d'encadrement des jeunes, insuffisance d'équipements alloués aux militaires et policiers ainsi que le solde insuffisant des militaires et policiers. De ce fait, elle propose comme solution :

- Mettre fin à l'impunité et assurer une sécurité judiciaire à tous ;
- Organiser une concertation entre la communauté et les autorités pour la co-crédation des solutions ;
- L'encadrement de la jeunesse à la conscientisation civique;
- Mettre à la disposition des agents commis à la sécurité les matériels adéquats pour ce faire.



CONTACT



www.accountabilitylab.org



cedej.glac@gmail.com / info.cedejglac.org



+243 995 092 615 / 899 926 448